

Etude des niveaux de développement financier des trois pays du Maghreb (Algérie, Maroc et Tunisie)

Amel Kasmi¹.

ECOLE NATIONALE POLYTECHNIQUE D'ALGER
Avenue Hacén Badi El Harrach- Alger

kasmiamel@yahoo.fr

Abstract— The purpose of this study is to measure and compare the level of financial development of the three Maghreb countries (Algeria, Morocco and Tunisia). In other words, after more than twenty years of financial liberalization, it would be interesting to know if the financial system in each country has improved.

For this purpose, we have built a composite index of financial development by the ACP method.

The results suggest that financial systems of these countries (except for Algeria) have experienced a growing trend with growth rates higher than those before the date of financial liberalization. This does not mean that their financial system is entirely developed. To draw such a conclusion, we should take a larger sample and compare the level of development to the average of the sample.

Keywords — ACP, financial liberalization, financial development, index, Maghreb

I. INTRODUCTION

IL existe à nos jours des débats considérables sur le développement financier et son effet sur la croissance économique. Selon Mckinnon et Shaw (1973), partisans de la libéralisation financière, le retard de croissance des pays en développement est fortement lié au faible niveau de développement de leur système financier causé par la forte intervention de l'Etat dans le système financier à travers notamment la fixation des taux d'intérêt, l'encadrement de crédit ou encore la taxation des intermédiaires financiers (en obligeant les banques à détenir un certain pourcentage de leurs dépôts sous formes de réserves obligatoires). Ces contraintes imposées au système financier ont créé plusieurs distorsions telles que la faiblesse des taux d'intérêts, le découragement de l'épargne et le mauvais choix de projets d'investissement et financement des projets gouvernementaux peu rentables.

Selon ces deux auteurs, les réformes financières qui reposent principalement sur la libéralisation des taux d'intérêts, la suppression de contrôle des crédits, la facilitation d'accès au

fonds prêtables ainsi que la mise en place d'une nouvelle régulation bancaire et la privatisation du système bancaire, peuvent stimuler l'accumulation de l'épargne et par conséquent la croissance de l'investissement productif qui peut à son tour contribuer à la croissance économique.

A l'instar des pays en voie de développement, en l'occurrence l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, à partir de la fin des années 80 (début 90 pour le cas de l'Algérie) ont introduit des réformes centrées essentiellement sur le système bancaire, ayant comme objectif la libéralisation du système financier.

Dans le cadre de ce travail nous n'allons pas tester le bien-fondé du paradigme proposé par Mckinnon et Shaw pour les trois pays du Maghreb, mais nous allons déterminer le niveau de développement financier de chaque pays à travers le calcul d'un indicateur composite de développement financier ensuite nous analyserons l'évolution de cet indice sur la période allant de 1964 à 2011 et enfin nous allons comparer le niveau de développement.

II. CONSTRUCTION DE L'INDICE COMPOSITE ET MESURE DES NIVEAUX DU DEVELOPPEMENT FINANCIER DES TROIS PAYS DU MAGHREB :

Nous avons jugé nécessaire de commencer par la définition du concept lui-même de développement financier:

A. Définitions:

- Selon les partisans de la théorie de la répression financière (McKinnon (1973) et Shaw (1973)): contrairement à un système financier développé, un système financier réprimé se caractérise par un taux de réserves obligatoires élevé, des taux d'intérêt administrés et par un rationnement du crédit.

- KPODAR (2006) adopte dans sa thèse une définition inspirée de celle de la DFID (Department of international Development). Il considère donc qu'un système financier se développe lorsqu'il se produit (a) une accumulation des actifs financiers, (b) une augmentation de la gamme des instruments

financiers (autrement dit une diversification des actifs financiers et un accroissement de la diversité des institutions financières), (c) une amélioration de l'efficacité et de la concurrence dans le secteur financier, et (d) un accroissement de l'accès de la population aux services financiers¹.

• Dans son article publié en 2012, Rafael Cezar note que le développement financier survient quand les institutions financières réduisent les frictions existantes et facilitent l'allocation des ressources. Précisément le développement financier doit traduire l'efficacité du système dans l'exécution de chacune des six principales fonctions financières (La mobilisation du capital; (2) La production et diffusion d'informations sur les agents économiques; (3) La maîtrise et le partage du risque ; (4)Le suivi des investissements (de façon à ce que le capital soit utilisé de façon optimale) et la gouvernance des entreprises; (5) La réduction des coûts des transactions; et (6) La liquidité des placements financiers), en procurant ainsi une allocation optimale des ressources.

B. Choix des indicateurs:

La construction de notre indice repose sur les indicateurs les plus utilisés dans la littérature financière pour les pays en développement. Ces indicateurs sont quantitatifs et bancaires du fait que le secteur financier des pays étudiés est basé essentiellement sur l'intermédiation bancaire. Le choix de ces indicateurs est aussi contraint par leur disponibilité pour la période étudiée.

• Le ratio de liquidité M2/PIB² est l'indicateur le plus utilisé dans la littérature (King et Levine, 1993a; World Bank, 1989 McKinnon (1973)) cet indicateur prend en compte les moyens de paiements disponibles dans l'économie. Il est à considérer avec prudence car, dans les pays en développement, généralement une augmentation de M2/PIB pourrait être expliquée plus par la monétisation des transactions que par la hausse du volume des dépôts bancaires (le degré d'intermédiation financière).

• Le ratio crédits intérieurs (domestiques) fournis par le secteur bancaire (comprend tous les crédits accordés aux différents secteurs de l'économie, à l'exception des crédits alloués au gouvernement)³ par rapport au PIB

• Le ratio crédit accordé au secteur privé sur le PIB

Les deux derniers indicateurs, permettent de mesurer le rôle des banques dans le financement des activités économiques donc l'allocation des ressources financières (une possibilité que le premier indicateur n'offre pas). Le ratio crédit accordé au secteur privé sur le PIB est lié à la quantité ainsi qu'à la qualité de l'investissement.

¹Développement financier et croissance économique au Bénin Mathieu AVOUTOU Université d'Abomey-Calavi - 2009.

² Le très faible niveau de développement des marchés financiers justifie le choix de M2 au lieu d'une autre masse monétaire.

³ Définition et donnée tirées du site de la Banque Mondiale.

B. Construction de l'indice par la méthode ACP :

Nous jugeons que les indicateurs retenus sont pertinents pour les trois pays du Maghreb du fait que les banques couvrent la quasi-totalité du financement externe. Les données sont puisées de la base de données statistique de la banque mondiale (WDI 2012) portant sur une période allant de 1964 à 2011 et les résultats sont obtenus à l'aide du logiciel XLSTAT.

Afin de construire notre indice, nous avons effectué une analyse en composantes principales, qui est une méthode factorielle permettant de représenter le plus fidèlement possible les individus et les variables quantitatives d'un tableau de données (X) dans un espace réduit. Cela revient à déterminer les axes (factoriels) qui passent par le maximum de points. Au sens des MCO, ces axes sont les vecteurs propres de la matrice de corrélations associés aux plus grandes valeurs propres.

L'ACP remplace les variables initiales par de nouvelles variables appelés variables artificielles, ces dernières sont non corrélées et de variance (valeur propre) maximale d'importance décroissante. Cette variable est une combinaison linéaire des variables initiales et des composantes de vecteurs propre associés ($F_{\alpha} = \sum_j^p X_j U_{\alpha}(j)$). Dans notre cas, nous nous intéressons à l'information apportée par la première composante principale c'est à dire l'indicateur composite, plus l'information ou bien la variance est grande plus la confiance en notre indice l'est aussi.

Adéquation des données: la matrice des corrélations ainsi que le test de sphéricité de Bartlett, montrent que les indicateurs sont fortement corrélés dans les trois pays, ce qui nous permet d'appliquer l'ACP sur le tableau des données qui croise les trois indicateurs et les années de la période étudiée pour les réduire en un seul indice qui restitue le maximum d'informations.

Les résultats obtenus par la méthode d'ACP se trouvent dans le tableau ci-dessous (élaboré à partir des données de la banque mondiale sous XLSTAT):

TABLEAU 01
 LES RESULTATS DE L'ACP

Pays	1 ^{ère} val propre			2 ^{ème} val propre			3 ^{ème} val propre		
	Vce	Variabilité (%)	% cumulé	vce	Variabilité (%)	% cumulé	vce	Variabilité (%)	% cumulé
Alg	2,313	77,099	95,1	0,54	18,001	99,237	0,147	4,9	100
Tun	2,715	90,504	99,237	0,262	8,733	99,970	0,023	0,763	100
Mar	2,94	97,995	99,995	0,037	1,13	100	0,023	0,782	100

Pour le cas de l'Algérie, la première valeur propre indique que la première composante principale explique plus de 77% de l'inertie totale (et plus de 90% respectivement 97%) pour la Tunisie et le Maroc.

Cela veut dire que la première composante représente mieux le niveau de développement financier, car elle restitue plus de

77% de l'information totale. Par exemple l'indice composite de développement du système financier algérien IDFalg :
 $IDFalg = 0,623 * CSP + 0,557 * (c \text{ dom}) + 0,543 * (M2 / PIB)$.

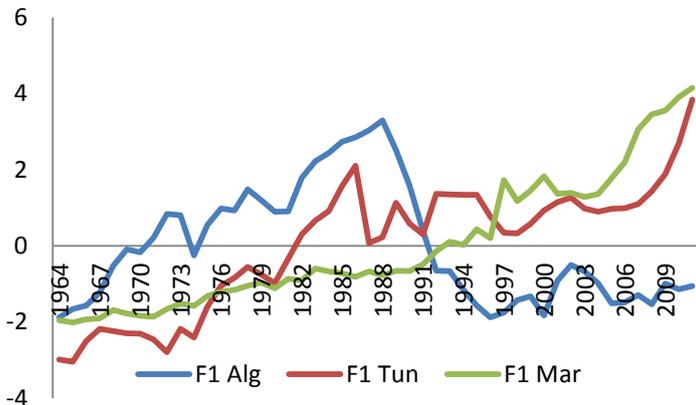


Fig. 1 L'évolution de l'indice de développement financier de 1964 à 2011.

Puisque l'indice composite de développement financier que nous avons construit est un indice synthétique obtenu par la méthode ACP, on s'intéresse plus à son évolution dans le temps qu'à sa valeur.

- De part le graphe, nous remarquons l'accroissement continue au Maroc et en Tunisie de l'indice tout le long de la période étudiée et qu'à partir de 90, le taux de croissance devient plus élevé.
- Pour l'Algérie nous remarquons une évolution intéressante de son indice de développement financier entre 1964 et 1989; en revanche pendant les années 1990, on note une tendance à la baisse de l'indice suivie par une faible évolution à partir de 2000.

Afin de comparer le niveau de développement financier des trois pays avant et après la libéralisation financière⁴, nous avons calculé la moyenne de l'indice composite des années avant libéralisation et la moyenne des années après libéralisation les résultats obtenus sont dans le tableau suivant:

TABLEAU 02
 MOYENNE DE L'INDICE AVANT ET APRES LIBERALISATION

Pays	Moyennes	
	(1964-1989)	1990-2011
Maroc	-1,273	1,576
Algérie	0,95	-1,182
Tunisie	-0,966	0,197
Moyenne	-0,428	0,530

Le tableau 02 montre que le Maroc est le pays le mieux classé après libéralisation suivi par la Tunisie et que le niveau de développement financier marocain et tunisien a connu en

moyenne une évolution assez intéressante. Ainsi, on note le passage d'un signe négatif avant libéralisation à un signe positif après et que la valeur de leur indice est supérieure à la moyenne des indices des trois pays du Maghreb.

Concernant l'Algérie, la valeur de l'indice après libéralisation est devenu négatif et inférieur à la moyenne des indices des trois pays.

III. CONCLUSION

Les résultats obtenus ont montré d'une part que l'indice de développement financier construit par la méthode ACP pour le Maroc et la Tunisie a connu une évolution croissante pendant toute la période étudiée avec un taux de croissance plus élevé à partir de 1990. Ceci traduit bien l'effet positif de la politique de libéralisation financière appliquée dans ces deux pays.

D'autre part, le niveau de l'indice est supérieur à la moyenne des indices des trois pays, contrairement à celui de l'Algérie qui est nettement inférieur à la moyenne, cela veut dire qu'après plus de 20ans de libéralisation financière, le Maroc a pu réaliser le niveau de développement financier le plus élevé suivi par la Tunisie.

Concernant l'Algérie, la particularité de son économie très dépendante des recettes pétrolières, rend le ratio M2/PIB très sensible à la variation de ces dernières. En effet, pendant la décennie 90, la baisse des avoirs extérieurs (contre partie essentielle de la masse monétaire) a entraîné une baisse du ratio M2/PIB et par conséquent celui des crédits, ce qui explique l'évolution décroissante de l'indice pendant cette période. A partir de l'année 2000, l'indice a connu une très faible tendance à la hausse puisque depuis cette date le système bancaire connaît une surliquidité structurelle suite aux retombées des ressources pétrolières.

Enfin, le très faible niveau de développement financier algérien ainsi que le faible niveau des crédits est dû à l'absence d'investissements fiables et d'un secteur privé capable de transformer les ressources en richesses.

REFERENCES

- [1] Cezar .R, « Un nouvel indice du développement financier », Université Paris Dauphine IRD Document de travail UMR DIAL Avril 2012
- [2] Chouchane-Verdier A. (2004), «Une analyse empirique de l'impact de la libéralisation financière en Afrique subsaharienne sur la période 1983-1996 »
- [3] Mc Kinnon R.I. (1973): «Money and capital in Economic Development», the Brooking Institution, Washington.
- [4] NAAS A, (2003): "Le Système Bancaire Algérien De la décolonisation à l'économie de marché "; Edition INAS .Paris.
- [5] Lebart. L, Morineau. A, Piron. M « Statistique exploratoire multidimensionnelle »: Paris Dunod 1995 ;
- [6] Saporta. G. « Probabilités Analyse des Données et Statistique » Editions TECHNIP, 2006
- [7] Shaw E.S (1973), « Financial deepening in Economic Development», New-York. Oxford University Press.
- [8] TRABELSI M:"Finance et croissance, un lien positif sous condition pour les pays en voie de développement"
- [9] World Bank Group, (2012), World development indicators.

⁴Nous datons le début des réformes financières à partir de 1990